Les réfugiés, force révolutionnaire de la Nation arabe

En 1948, à la création de l’État d’Israël, les sionistes mettent en œuvre un grand plan d’épuration ethnique et expulsent 800 000 Palestiniens, suite à des massacres et la spoliation des terres. C’est la Nakba, la Grande Catastrophe pour les Palestiniens. La Nation Arabe est meurtrie de la perte d’une partie de son territoire. La majorité des Palestiniens chassés se réfugient dans les pays arabes voisins dont les frontières ont été tracées par l’impérialisme occidental. Exilés au cœur de la nation arabe dont ils partagent la langue et la culture, les réfugiés palestiniens, attendant de rentrer chez eux, représenteront pendant longtemps un moteur économique et politique pour leurs pays d’accueil, mais aussi un danger de déstabilisation pour les régimes.

En 1948, à la création de l’État d’Israël, les sionistes mettent en œuvre un grand plan d’épuration ethnique et expulsent 800 000 Palestiniens, suite à des massacres et la spoliation des terres. C’est la Nakba, la Grande Catastrophe pour les Palestiniens. La Nation Arabe est meurtrie de la perte d’une partie de son territoire. La majorité des Palestiniens chassés se réfugient dans les pays arabes voisins dont les frontières ont été tracées par l’impérialisme occidental. Exilés au cœur de la nation arabe dont ils partagent la langue et la culture, les réfugiés palestiniens, attendant de rentrer chez eux, représenteront pendant longtemps un moteur économique et politique pour leurs pays d’accueil, mais aussi un danger de déstabilisation pour les régimes.

En Jordanie, où le nombre de réfugiés palestiniens est le plus élevé, ils bénéficient dès 1954 de la nationalité jordanienne.

L’afflux important de réfugiés permet de pallier le déficit démographique de ce pays. Mais le royaume jordanien et la société traditionnelle sont méfiants à l’égard de ces nouveaux citoyens qui permettent certes un développement économique appréciable, mais qui constituent des élites et des masses populaires nationalistes et contestataires. En Syrie, les droits des réfugiés palestiniens sont assez semblables à ceux qu’ils ont en Jordanie, sans être cependant citoyens à part entière. Au Liban au contraire, les réfugiés palestiniens ne bénéficient que des droits très limités octroyés aux résidents temporaires. Un grand nombre de professions leur ait interdit, ils n’ont pas accès à l’enseignement, un accès limité à la propriété et sont exclus des institutions politiques libanaises.

Même si certains Etats arabes proposent des plans de réinstallation définitifs des réfugiés, tous soutiennent officiellement l’application de la résolution 194 de l’ONU, instituant le droit au retour des réfugiés palestiniens sur leurs terres et dans leurs foyers, comme préalable à tout accord de paix avec Israël. Mais au-delà du soutien politique que réclament les peuples arabes contre l’occupation sioniste de la Palestine, il s’agit de préserver les intérêts des Etats qui considèrent les réfugiés palestiniens comme un problème économique et politique car ces derniers représentent une force révolutionnaire organisée qui échappe à leur contrôle.

C’est en effet d’abord en exil dans les pays arabes et au cœur des camps de réfugiés en Jordanie, en Syrie et au Liban que s’organise la résistance palestinienne après la Nakba. Le Mouvement National Arabe est créé en 1956 au Liban par Georges Habache, et le Fatah en 1959 au Koweit par Yasser Arafat. La Palestine est la Cause arabe, l’objectif est de libérer le monde arabe de l’impérialisme et du colonialisme sioniste, ce qui conduira obligatoirement au retour des réfugiés palestiniens chez eux. La résistance affronte l’armée sioniste, mais également les gouvernements arabes des pays

d’accueil qui voit dans le nationalisme arabe un facteur de déstabilisation politique et de remise en cause des pouvoirs établis. La répression contre les fedayin palestiniens est féroce, notamment en Jordanie et au Liban qui les expulsent manu-militari en 1971 et en 1982 respectivement. Le rôle des réfugiés palestiniens dans les pays arabes demeurera central pour la Résistance jusqu’à la première Intifada à partir de laquelle les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza prennent la direction de la lutte. Depuis, les négociations sans fin de l’OLP avec l’entité sioniste ont conduit à réduire le rôle politique des réfugiés palestiniens dans les pays arabes et à menacer toujours un peu plus leur Droit au Retour.

Néanmoins, ce Droit reste inaliénable. La victoire de la Résistance et la libération de la Palestine dépendent du retour des réfugiés palestiniens dans leurs foyers. Plus que toutes les autres revendications palestiniennes, la défense de ce Droit incarne la dimension arabe de la lutte nationale.